

L'enjeu du dialogue entre sociétés dans un monde globalisé

Traditionnellement, les relations entre sociétés étaient assurées pour l'essentiel par la diplomatie, c'est-à-dire les relations entre États, et par le commerce, c'est-à-dire les relations entre entreprises. Mais nous sommes rentrés, chacun en convient, dans une nouvelle ère, une nouvelle étape de l'histoire de l'humanité. Le discours inaugural de cette nouvelle ère est celui de Michaël Gorbatchev aux Nations unies en 1988, affirmant que notre maison commune, notre foyer, c'était maintenant la planète. Une planète limitée, complexe, fragile, peuplée. Cette intégration des sociétés dans ce que certains n'hésitent pas à appeler, avec un peu d'emphase, « un village global » se manifeste à la fois par la globalisation des marchés, les flux gigantesques de circulation d'informations, notre étroite interdépendance attestée aussi bien par le changement climatique que par l'épuisement progressif des ressources marines ou par la concurrence chaque jour accrue pour le contrôle des ressources en énergie et des matières premières.

Cette intégration transforme la nature même des relations interculturelles. Elle pouvait s'apparenter autrefois aux échanges épisodiques entre villages voisins ; des coopérations et des conflits ponctuels à l'issue desquels chacun rentrait chez soi. Puis elle est devenue semblable à un immeuble en copropriété où chaque propriétaire était chez soi dans son appartement mais où il fallait gérer en bonne entente les parties communes. Aujourd'hui, le dialogue interculturel pourrait être un appartement rassemblant des colocataires, condamnés à vivre ensemble que ça leur plaise ou non, partageant la même cuisine, la même salle de bain, le même réfrigérateur, composant avec des sensibilités, des manières d'être, des habitudes alimentaires différentes.

Dans ces conditions, de même que notre vision de l'État souverain, héritée des siècles passés, est profondément inadaptée à la gestion des interdépendances de la planète, notre conception des relations entre les sociétés, avec le quasi-monopole des relations diplomatiques et commerciales, est inadaptée aux nouvelles conditions de cohabitation et de coopération. Mais il est bien difficile pour l'Occident, si accoutumé à définir pour le compte de tous des normes présumées universelles de se départir de cette habitude.

Le dernier avatar de cette propension à vouloir que les autres soient comme nous furent, jusqu'à une date récente, les préconisations des institutions financières internationales, FMI et Banque Mondiale en matière de gouvernance et d'économie. Il fallait, selon le FMI, déréguler à tout prix les flux de capitaux. La Chine, qui avait su résister à ces directives, s'en tire bien dans la tourmente de la crise financière de 2008 après avoir, à la fin des années 1990, mieux résisté à la crise financière asiatique. Quant à la Banque Mondiale, elle avait de façon pour le moins aventureuse associé démocratie, lutte contre la corruption, développement économique et réduction de la pauvreté. Patatra, les deux tiers de la réduction de la grande pauvreté dans le monde, pendant la même période, sont le fait de la seule Chine qui, à l'aune de ces critères, était un modèle de mauvaise gouvernance ! Je me garderai bien ici de faire l'apologie de la dictature et de la corruption. Je me borne à noter qu'à faire de nos valeurs l'étalon de tout ce qui est bien et bon nous tordons la réalité jusqu'à sombrer dans le ridicule.

Il en va de même pour la société civile. Nous avons notre modèle de la société civile et, en

bon Occidental, j'en partage très largement ces valeurs à titre personnel. Je crois à l'intérêt d'une société civile vibrante, prolongement de la liberté d'opinion et d'association, expression à la fois de la pluralité de la société et de l'importance, pour sa santé et son bien-être, de la doter de multiples instances, intermédiaires entre l'individu et la collectivité, qui en valorisent le pluralisme, les autonomies et les créativité. Faut-il pour autant en déduire que lorsque la société n'est pas organisée sur ce modèle normatif elle est simplement composée d'individus amorphes, manipulés comme des pantins, gouvernés comme des robots par un pouvoir politique tout puissant ? C'est ce glissement normatif, poussé parfois jusqu'à l'autisme, que je récuse.

Qu'on me permette ici une anecdote. J'ai eu, il y a longtemps, à travailler en France sur ce que l'on appelle la politique de la ville. C'était une politique tournée vers les quartiers populaires des villes, ces fameuses banlieues, refuge et relégation des populations d'origine immigrée, qui semble menacer la société bourgeoise que nous formons comme les « banlieues rouges » d'autrefois inquiétaient l'ordre social et politique. J'ai alors vu mesurer la vitalité de la société locale à l'aune du nombre d'associations loi 1901 qui s'y trouvaient. C'était prendre les formes pour le fond et les mots pour la chose ! La vitalité, que cela plaise ou non, de cette société, se manifestait en réalité sous de multiples formes, solidarité entre personnes issues d'une même région, relations de voisinage, bandes de jeunes, commerces illicites de drogue. Bien entendu, aucune de ces formes de vitalité de la société ne se traduisait par des « organisations de la société civile ».

Il en va de même lorsque nous regardons la société chinoise avec des outils de mesure tirés de notre propre arsenal institutionnel. Nous y voyons alors des organisations de la société civile – faux nez de l'État –, une liberté d'association pour le moins bien tempérée, bref une société civile inexistante, amorphe ou instrumentalisée. Cela rend-il compte du formidable flux de transformations qui modifie la société chinoise ?

J'ai souvent dit à mes amis européens et français, en rentrant de Chine, que le débat démocratique, au sens le plus profond du terme, y était au contraire beaucoup plus vibrant que chez nous parce qu'il portait, jour et nuit, sur les grandes questions de la société, sur les contradictions radicales du modèle de développement chinois, sur la signification de la modernité, sur la possibilité d'être à la fois moderne et chinois, sur la place des sciences et technologies, sur la justification même de l'humanité. Chez nous en France, au contraire, les antennes de radio et de télévision bruissent de considérations secondaires sur les faits et gestes de notre président ou sur des opinions politiques qui opposent des partis dont on aurait parfois du mal à voir ce qui les distingue.

De même, l'un des faits marquants de notre temps et des plus symboliques pour la mondialisation est l'émergence de réseaux internationaux de la société civile qui sont, pourrait-on dire, les signes avant-coureurs d'une communauté mondiale en construction. Tous ces réseaux internationaux, de défense de l'environnement, des droits de l'homme, ou autres, s'intéressent à la Chine et cherchent à y développer leur activité mais selon une démarche impulsée de l'extérieur, même si son impact sur la société chinoise est incontestable.

Peut-on en déduire pour autant que cette société demeure simple spectatrice ou qu'elle reste repliée sur elle-même ? Évidemment non. Il est peu de sociétés qui s'intéressent autant à ce qu'elles peuvent apprendre de l'extérieur. La comparaison s'impose avec l'ère des Meiji, au Japon, plus d'un siècle auparavant. Selon la devise pragmatique de Deng Xiaoping, peu importe la couleur du chat pourvu qu'il attrape des souris, la société chinoise, consciente du retard pris sur la modernité et avide de le combler, va chercher partout dans le monde, avec une très grande ouverture ce qui peut être utile à son développement, et ne met pas en doute sa capacité à filtrer ces apports extérieurs, à les siniser, à les métaboliser dans son propre système. De celui qui veut à toutes fins toutes forces exporter son modèle, en le croyant universel, et celui qui va puiser partout dans le monde le

quoi l'adapter et le renouveler, lequel est le plus ouvert? La réponse je crois s'impose d'elle-même et est bien différente de l'image qu'on s'en fait habituellement.

La mondialisation, par les flux formidables d'informations qui circulent, permet-elle de dépasser les a priori et les préjugés? Rien n'est moins sûr. On dira qu'en Chine c'est la censure qui fait obstacle à ce dépassement. Mais ces préjugés sont-ils plus faibles ou mieux surmontés en Europe vis-à-vis de la Chine? Au moment où la Chine émerge comme compétiteur global de l'Occident et la société la mieux à même de marchander voire de lui voler sa suprématie séculaire, n'est-il pas tentant et rassurant de se dire que seule la dictature politique, l'exploitation de la main-d'œuvre, la destruction irrémédiable de l'environnement et le refus du respect des règles du jeu peuvent expliquer que la Chine taille aujourd'hui des croupières à l'Occident?

Qu'il y ait des parts de vérité dans cette description, c'est au fond le propre de tout préjugé et on pourrait dire la même chose des préjugés de la Chine à l'égard de l'Europe. Il n'en reste pas moins que l'explication est bien courte. Les médias occidentaux, confrontés à une crise de leur modèle économique qui réduit leur capacité d'autonomie et les oblige à coller aux attentes, donc aux préjugés de leur auditoire, ne subissent-ils pas finalement une censure d'une autre nature, plus économique et plus politique, que la censure chinoise? Cette censure n'est-elle pas aussi efficace pour entretenir les préjugés et apporter à son public confirmation de ce qu'il croit et se faire l'écho de ce qu'il veut entendre?

En tout cas, la préparation des Jeux olympiques de 2008, à Pékin, et en particulier la circulation controversée de la flamme olympique en Europe a servi de révélateur à ce que tous les observateurs des deux sociétés savaient peu ou prou : au moment où l'Europe et la Chine proclamaient à son de trompe leur partenariat stratégique, leur adhésion à un monde multipolaire, les événements liés au passage de la flamme olympique et, plus que les événements, leur interprétation en Chine et en

Europe, sous la loupe grossissante des médias, a subitement révélé le fossé d'incompréhension entre la société chinoise et la société européenne.

Tout le monde a subitement compris ce qui est la raison d'être du forum China – Europa : dans un contexte de mondialisation où nous sommes devenus colocataires d'une même planète, condamnés à nous entendre et pour cela, dans une certaine mesure, à nous comprendre, les relations diplomatiques et commerciales, aussi utiles et indispensables soient-elles, ne suffisent pas à empêcher que ce fossé se creuse, avec pour corollaire que relations diplomatiques et commerciales s'en trouvent dégradées.

Quand, en 2007, avant donc les tensions de l'année suivante, nous avons conçu le nouveau format du forum China – Europa, c'était sur la base de ce diagnostic. À ère nouvelle, méthode nouvelle. Nous avons donc élaboré le prototype d'un dialogue de société à société. Je dis prototype car ce que nous avons commencé à inventer avec le forum n'est pas propre aux relations entre la Chine et l'Europe. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, un dialogue global de société à société sera tout aussi nécessaire entre la Chine et l'Inde, entre l'Europe et l'Afrique ou l'Amérique du nord.

Quels sont les contours et les méthodes d'un dialogue de société à société? La réponse est simple en principe mais elle appelle des méthodes adaptées. Un dialogue global implique tous les milieux socioprofessionnels, concerne tous les sujets. Mais, dans le même temps, cette pluralité doit venir nourrir un dialogue d'ensemble. Ce qui implique un aller et retour constant entre diversité et unité. Cet aller-retour est symbolisé par le format du forum. Ainsi, les rencontres biennales du forum qui se tenaient en Europe en 2007 ont commencé par 46 ateliers socioprofessionnels (réunissant les gens d'un même milieu) ou thématiques (traitant d'une même question) organisés aux quatre coins de l'Europe, tenus simultanément et symbolisant la diversité. Quand à l'unité, elle a été symbolisée par les séances plénières qui ont rassemblé à Bruxelles les 800 participants européens et chinois aux ateliers.

Un des bénéfices secondaires, et non des moindres, de ce format est que la nécessité du dialogue avec les Chinois oblige les Européens à se parler et, symétriquement, que la nécessité pour les Chinois de parler aux Européens les oblige à se parler entre eux. Ce faisant, l'unité prétendue de l'Europe d'un côté et de la Chine de l'autre vole en éclat. Rien de plus efficace pour déconstruire les préjugés des Chinois à l'égard de l'Europe que de découvrir l'extrême diversité des situations et des opinions. Même chose pour les préjugés de l'Europe vis-à-vis de la Chine.

Ceci implique bien entendu un mode d'animation non directif des ateliers, propice à un dialogue authentique de personne à personne, là où le mode d'organisation traditionnel des séminaires semble fait au contraire pour éviter soigneusement tout ce qui pourrait ressembler à une interaction interpersonnelle.

Comprendre le monde d'aujourd'hui implique de déconstruire les notions d'unité et de diversité, l'opposition entre « eux » et « nous ». Non seulement on découvre dans le dialogue que ce « eux » et

ce « nous » sont également hétérogènes mais on découvre aussi que ce qui nous rapproche, à l'inverse, est plus fort que ce qui nous divise. C'est ainsi qu'à l'issue des secondes rencontres biennales du forum s'est imposée une évidence : malgré leurs immenses différences, la société chinoise et la société européenne sont confrontées aux quatre mêmes défis : passer d'un modèle de développement non durable à une société soutenable ; réconcilier le passé avec le futur et donner un sens existentiel à la modernité ; inventer de nouvelles formes de gestion de la société qui permettent une démocratie plus authentique – dont la nécessité s'impose tout autant dans nos démocraties représentatives formelles – et une gestion plus intégrée d'une société complexe ; assumer nos responsabilités communes dans la gestion de la planète.

C'est cette dynamique de dialogue et cette capacité à s'attaquer ensemble à nos défis communs qui sera la trame du forum dans les années qui viennent. ■

Atelier Lyon/Berlin/Shanghai

Quelle place pour les habitants dans la gestion de la ville ?

Que retirer d'un atelier de quelques jours qui a réuni des représentants de Lyon, Berlin et Shanghai sur le thème du rôle des habitants – et spécifiquement de ceux appartenant à des couches sociales défavorisées – dans le développement social et la gestion urbaine de proximité ?

Cette question interroge le fait que les autorités publiques reconnaissent et encouragent deux modes d'intervention des habitants dans l'espace public :

- Leur capacité à organiser collectivement des actions en vue d'améliorer leur cadre de vie et leur vie quotidienne, ce qui implique de soutenir, y compris matériellement, les initiatives émanant des habitants.

- Leur droit à s'exprimer sur les projets publics qui concernent leur quartier, ce qui suppose de reconnaître un certain pouvoir d'influence des habitants sur le contenu et les modalités de mise en œuvre de ces projets.